

Sommet de la francophonie – Mobilisation contre les rumeurs

L'Express – 17/11/16



Rumeurs et inepties ont enflé autour des mesures et restrictions applicables durant la semaine de la Francophonie. Les responsables ont réagi, hier, pour juguler l'hémorragie.

Branle-bas de combat. C'est ce qui a été constaté hier, auprès des responsables de tout ordre dans l'optique de briser la dynamique des rumeurs et inepties qui circulent, depuis plusieurs jours, autour de diverses mesures et restrictions qui seraient de mise durant la semaine du sommet de la Francophonie.

Les multiples bruits qui circulent actuellement ne sont que fantômes et inepties. Ils ont pris une telle ampleur au point d'étouffer les informations officielles. La situation est telle qu'il a fallu, hier, une montée au filet de Solonandrasana Olivier Mahafaly, Premier ministre en personne, en marge d'une inauguration à Ivato, pour taire des assertions telles que l'interdiction de sortir dans les rues en sandales durant la semaine francophone, ou encore de circuler à motos et scooters.

Toujours en marge de ce même évènement, Benjamina Ramanantsoa, ministre des Transports, est aussi entrée dans cette opération contre-attaque aux rumeurs, et a dit qu'« il n'est aucunement question d'entraver la liberté des citoyens », mais seulement de plus de rigueur dans l'application des lois. Une explication bétonnée par Rado Rajoelison, secrétaire général de ce département ministériel, lors d'une conférence de presse, hier après-midi.

La préfecture de police et la Commune urbaine d'Antananarivo, lors d'une conférence de presse conjointe hier, se sont elles aussi employées à démonter les racontars de ces derniers jours. Sur l'interdiction de circulation des voitures à bras, Jean Gabriel Harison, 1er adjoint au maire, a soutenu qu'« il ne s'agit que d'une application de règle déjà en place depuis plusieurs années (...) ».

Le mal est fait

Selon Robert Randriamanjarisoa, préfet de police, par ailleurs, « nous profitons du contexte du sommet pour remettre de l'ordre et appliquer les lois ». Le général Florens Rakotomahanina, commandant de la circonscription inter-régionale de la gendarmerie nationale (CIRGN), est également monté au front, devant la presse, hier. Contre-attaquant les rumeurs, ce dernier concède, néanmoins, que des dispositions restrictives seront de mise concernant la circulation sur les axes qu'emprunteront les convois officiels.

En somme, les sorties médiatiques d'hier, se sont appliquées à affirmer que les mesures prises sont pour des raisons de sécurité, des aménagements pour éviter les désagréments que pourraient causer les allées et venues officielles, ou encore qu'il s'agit de simple application des lois. Etant donné la tournure de la situation pourtant, le mal est fait. Pour beaucoup, c'est la conséquence d'une grossière erreur de communication des responsables.

Presque tous se sont contentés de balancer sur la place publique, qui plus est seulement quelques jours avant le rendez-vous, les décisions restrictives rigoureuses, sans mesures d'accompagnement, ni explication claire et complète sur le fond de ces initiatives. Une omission qui, dans le contexte politico-social dans lequel se tient le sommet de la Francophonie, a donné le champ libre à la prolifération des rumeurs assassines. À l'instar de Hery Rajaonarimampianina, président de la République, l'administration publique semble être constamment sur la défensive.

Sollicité pour donner des éclaircissements aux mesures décidées en vue de la semaine du sommet, en marge d'une visite du village de la Francophonie le 3 novembre, le chef de l'État a préféré esquiver le sujet en invectivant la presse de « ne voir que le côté négatif, et non pas considérer l'aspect positif ».

Garry Fabrice Ranaivoson

Source : <http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/sommet-de-la-francophonie-mobilisation-contre-les-rumeurs/>